

RDC

Sécurité, Armée...

- Kivu

(RDC_2) Radio Okapi – 8/12

La succursale de la Banque centrale du Congo à Goma a repris ses activités le vendredi 7 décembre, six jours après le retrait de rebelles du M23 dont l'entrée dans la ville avait entraîné l'arrêt du fonctionnement de l'institution financière. Son directeur, Venance Lengwe, a affirmé que la banque n'a connu aucun dommage. « Nous avons trouvé le coffre-fort parfaitement fermé. Nous avons tout trouvé en parfait état. Personne n'a eu accès aux avoirs », s'est-il réjoui.

Pour la sécurisation de sa banque, Venance Lengwe a attribué « la mention spéciale » à la Monusco « qui s'est déployée jour et nuit pour la sécurisation des systèmes financiers du Nord-Kivu ». Il a également félicité les responsables des banques commerciales « pour toutes les dispositions sécuritaires mises en place pour protéger l'épargne de la population de Goma ».

Les institutions financières de Goma étaient à l'arrêt depuis l'entrée des rebelles du M23 dans la ville. Ce qui avait entraîné une pénurie de liquidité dans la capitale du Nord-Kivu.

Depuis le retrait de ces rebelles de la ville, le 1er décembre dernier, plusieurs activités ont repris. L'aéroport, fermé lui aussi, fonctionne à nouveau depuis le mercredi 5 décembre. Les élèves ont repris le chemin de l'école.

Parties à Beni à l'occupation de la capitale provinciale, les autorités provinciales sont revenues. À son retour à Goma, le gouverneur Paluku a appelé les habitants de la ville à éviter les règlements de compte et à laisser aux autorités judiciaires le soin de rendre justice.

Les militaires et les policiers congolais assurent actuellement la sécurité de Goma.

Lire aussi sous :

http://www.atlasinfo.fr/RDC-dix-des-1-175-evades-de-Goma-ont-regagne-leur-prison_a36852.html

(RDC_3) Radio Okapi – 10/12

Le colonel Mukelenge, un déserteur de l'armée congolaise, chef d'un groupe Maï-Maï, s'est rendu à l'Etat-major des Forces armées de la RDC, samedi 8 décembre à Baraka (Sud-Kivu), avec quatre de ses lieutenants. Il a déclaré vouloir lutter aux côtés de l'armée congolaise « pour sauvegarder l'intégrité du territoire congolais ».

Le groupe du colonel Mukelenge était localisé dans la forêt de Mirimba dans le territoire de Fizi. Il rejoint le groupe de deux autres chefs Maï-Maï qui se sont rendus aux FARDC trois jours auparavant.

Selon l'administrateur du territoire de Fizi, toutes ces redditions sont le résultat d'une sensibilisation menée auprès des groupes armés pour les inciter à se rendre. Il affirme avoir vu deux cent cinquante combattants Maï-Maï déposer les armes depuis la semaine passée. Leurs chefs auraient promis que de ramener mille huit cents hommes.

(RDC_4) Radio Okapi – 10/12

Des hommes en armes identifiés comme des militaires indisciplinés ont blessé, dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 décembre, trois enfants par balle au camp de Mugunga 3, à une dizaine de kilomètre à l'Ouest de Goma (Nord-Kivu), avant d'en être chassés par les éléments de la police nationale congolaise. Le commissaire principal de la police de Mugunga accuse ces assaillants d'avoir également pillé les vivres et de l'argent dans des abris de déplacés avant de se retirer du camp.

Les déplacés en situation difficile dans le camp de Mugunga 3 et ses environs déplorent une fois de plus cette attaque et sollicitent le renforcement de la police et des FARDC pour leur sécurité.

C'est la deuxième fois en moins d'un mois que ce camp est victime de pillage et de viol des femmes par les hommes en armes. Au début du mois de décembre, des hommes en tenue militaire, identifiés par des témoins comme des rebelles du M23, étaient accusés d'avoir violé six femmes et emporté des biens appartenant aux déplacés, dans le camp Mugunga. Des sources proches du camp avaient affirmé qu'au moins douze jeunes gens avaient été emmenés de force, par ces rebelles, pour transporter les butins. Selon les mêmes sources, cette attaque de deux heures avait eu lieu au moment où les rebelles du M23 se retiraient de la ville de Goma. « Nous avons entendu des tirs dans la cité et nous étions surpris que les gens étaient déjà entrés dans le camp. Ils ont pillé dans chaque porte. Celui qui n'avait pas d'argent a donné son téléphone portable ou tout autre chose », avait témoigné un déplacé.

(RDC_5) Radio Okapi – 11/12

Cent cinquante militaires congolais qui avaient rejoint la rébellion du M23 lors de l'entrée du mouvement dans la ville de Goma ont été remis, lundi 10 décembre, au bureau du mécanisme conjoint de vérification de la Conférence internationale des Grands lacs (CIRGL). C'est le chef militaire du mouvement rebelle, Sultani Makenga, qui a conduit cette opération à Kanyarucinya, une dizaine de kilomètres au nord de Goma.

Pour Sultani Makenga, ce geste est un « signe de bonne foi de son mouvement » qui veut donner la chance à la paix dans cette partie de la République. Mais certaines sources indiquent que la rébellion s'est plutôt débarrassée des militaires les plus âgés.

D'autres sources militaires renseignent que ces militaires, aussitôt arrivés à l'Etat major de la 8ème Région militaire, ont été renvoyés dans leurs domiciles.

Au lendemain de leur entrée à Goma, les rebelles du M23 ont procédé à un recensement des militaires et policiers restés dans la ville. Ces éléments ont été envoyés dans d'autres localités occupées par le mouvement rebelle « pour une formation ». Leur nombre exact n'est pas connu. Mais un officier de la police congolaise a confié à Radio Okapi qu'ils seraient au nombre de mille deux cent cinquante. D'autres militaires avaient également rejoint la rébellion quelques heures avant son entrée dans la capitale du Nord-Kivu.

Par ailleurs, trois officiers de l'armée congolaise, membres du corps médical de l'hôpital militaire Katindo, amenés de force par les rebelles au moment de leur retrait de Goma, seraient toujours en détention à Rumangabo, importante base militaire contrôlée actuellement par les rebelles.

(RDC_6) Radio Okapi – 11/12

Une femme a été violée et près de douze chèvres ont été emportées, après une irruption des hommes armés, dans la soirée du lundi 10 décembre, à Karimbi village, situé sur les limites du quartier Mugunga et du groupement Rusayo, près du camp des déplacés de Mugunga dans la province du Nord-Kivu. Ces hommes armés seraient venus du Parc National des Virunga.

Un échange des tirs avait éclaté aussitôt après l'intervention d'une équipe de la police. Repoussés, les assaillants ont fui vers parc d'où ils sont venus. Pris de panique, la plupart des déplacés du camp de Mugunga n'ont pas passé la nuit dans le camp, rapportent des sources locales. Plusieurs d'entre eux ont pris la direction de Goma situé à environ 7 km de ce camp. Certains déplacés avaient regagné le campement la nuit et d'autres sont rentrés ce matin, indiquent des sources administratives et humanitaires de Mugunga.

Des témoins affirment qu'une équipe de patrouille mixte comprenant des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC), de la police ainsi quelques civils, notamment des jeunes a été initiée depuis lundi dans la zone.

C'est la quatrième attaque du secteur Mugunga - Rusayo par des bandits armés, en l'espace d'un mois après celles du 1er 2 et 9 décembre, indiquent des témoins.

(RDC_7) Radio Okapi – 11/12

La société civile de Luofu accuse des hommes armés non identifiés de ravager, depuis deux semaines, des pommes de terre, de haricots et de manioc dans la vallée de la rivière Luholu, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). Selon cette structure, ces assaillants récoltent des produits et ravissent même d'autres aux paysans qui reviennent des champs. Cette organisation se plaint que la population de cette contrée se trouve dans l'incapacité de subvenir à ses besoins vitaux, car les champs constituent la seule source de revenu

La situation semble être la même dans les localités de Busikwa et Nuru à 6 km au Sud de Kanyabayonga (Nord-Kivu) où les produits extorqués sont vendus à leurs propriétaires sur les marchés.

Devant cette situation, le président de la société civile de Lubero, Joseph Mali Kidogo, demande à la hiérarchie militaire de la région de bien contrôler ses troupes pendant ce temps de crise. Il demande également au commandant 5^e secteur des Forces armées de la RDC (FARDC) de redéployer les militaires dans les zones sous contrôle des groupes armés, pour mettre fin à toute tracasserie contre la population.

Le président de la société civile de Lubero a également appelé les groupes armés opérant dans le Nord Kivu à cesser d'inquiéter la population civile, en ce moment où la province du Nord-Kivu traverse déjà une période difficile avec l'occupation de certaines entités par les rebelles du M23.

Les autorités locales confirment ces faits et craignent que ces exactions peuvent amener la famine dans cette partie du Nord-Kivu où la population vit essentiellement des produits agricoles.

(RDC_8) AFP – 11/12

L'armée congolaise avait arrêté en novembre au moins une "dizaine" de soldats "rwandais" ainsi que des rebelles congolais du mouvement M23 avant qu'ils ne s'emparent de Goma, a déclaré mardi le porte-parole du gouvernement congolais, une affirmation démentie par l'un de ses collègues. Il s'agit d'une "dizaine de Rwandais" avec des Congolais" du Mouvement du 23 mars (M23), a affirmé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, à l'AFP, évoquant le nombre de "38" prisonniers au total. "Ils ont été arrêtés à Kibumba (localité proche de la frontière avec le Rwanda, ndlr) et autour de Goma pendant les combats (...) avant la prise de la ville", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement a jugé qu'il s'agissait d'"une preuve tout à fait éclatante (de l'implication du Rwanda), si on a encore besoin de preuves après le rapport des experts onusiens" accusant le Rwanda, ainsi que l'Ouganda, de soutenir les rebelles - ce que réfutent ces deux pays. Ces experts de l'ONU les ont aussi accusés d'avoir aidé le M23 à prendre Goma. Selon M. Mende, c'est le nouveau chef de la Force terrestre congolaise, le général François Olenga, "qui les a ramenés" à Kinshasa il y a environ une semaine. Il a ajouté que les autorités devraient saisir la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) "comme on le fait d'habitude pour ce genre de cas". Interrogé mardi matin à ce sujet, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a confirmé les arrestations et le transfert des prisonniers de guerre à Kinshasa.

En revanche, le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej Mangez, a assuré mardi matin à l'AFP: cela "ne se vérifie pas, je ne sais pas d'où est venue cette information. Il n'y a pas eu une telle situation". "Chaque fois qu'il y a des arrestations en ce sens, nous nous référons à la commission permanente de la CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, médiatrice de la crise à l'est) qui a la responsabilité de les ramener chez eux", a-t-il souligné.

"Au niveau de la Monusco, nous ne sommes pas au courant" de ces arrestations, a également déclaré le porte-parole militaire de la Mission de l'ONU, lieutenant-colonel Prosper Basse, à l'AFP.

(RDC_9) Radio Okapi – 12/12

Contrairement à la résolution des Chefs d'Etat des Grands Lacs- réunis en sommet le 24 novembre à Kampala- qui demandait au M23 de se retirer au-delà de 20 Km de Goma, le mouvement rebelle a installé son poste le plus avancé à Munigi dans le territoire de Nyirangongo, à une dizaine de kilomètres seulement de la capitale provinciale du Nord-Kivu. Les sources de la société civile qui livrent cette information affirment que le M23 concentrerait ses troupes dans plusieurs groupements de Nyirangongo.

Le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, Omar Kavota, a soutenu qu'il y aurait même parmi les rebelles, des troupes étrangères : « Les rebelles du M23 cantonnés à Rutshuru ont fait des déplacements pour se concentrer à Kibumba (territoire de Nyirangongo). Dans le

territoire de Beni, nous apprenons un mouvement d'hommes armés, qui traversent la frontière, passant par Kasindi. Ils rentraient également amasser des armes à Buhimba, chef-lieu du territoire de Nyirangongo. Les informations en notre possession révèlent que le Rwanda et l'Ouganda seraient en train d'entretenir cette situation ». Situation qui, selon lui, pourrait conduire le M23 « à créer des incidents au sommet de Kampala pour montrer que ce sommet a raté et justifié ainsi ses attaques qui pourraient s'étendre jusqu'à Bukavu et sur l'ensemble de l'Est de la RDC ».

La société civile appelle le gouvernement congolais à éviter de tomber dans le piège du M23 qui tenterait de faire échouer le dialogue de Kampala dans le but de reprendre la guerre. « Nous souhaitons que les autorités et nos partenaires de la Monusco en soient alertés pour que le M23 ne puisse pas faire un double jeu », a déclaré Omar Kavota.

Lire aussi sous :

http://www.liberation.fr/monde/2012/12/10/goma-survit-a-portee-des-tirs-rebelles_866576

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121211095210/>

(RDC_10) Radio Okapi – 12/12

Le coordonnateur adjoint du Mécanisme conjoint de vérification des frontières, colonel Léon Mahoungo, a affirmé mercredi 12 décembre que les rebelles du M23 se retireront de 20 km de Goma, conformément aux résolutions du sommet des chefs d'Etat de la CIRGL. Il répondait ainsi à la population de Goma qui redoute une éventuelle attaque du M23, installé à Munigi, à une dizaine de kilomètres de la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Le colonel Léon Mahoungo affirme que le processus de retrait des rebelles est toujours en cours. « Le processus de retrait n'est pas encore terminé parce qu'ils doivent être à 20 km de Goma comme défini par le sommet de Kampala », a-t-il rassuré.

Concernant la présence du M23 à Munigi, le colonel Léon Mahoungo affirme que « le commandant du M23 a été approché par le mécanisme conjoint de vérification. Dès que la compagnie sera déployée à l'aéroport, ces éléments seront retirés de Munigi », a poursuivi le colonel Léon Mahoungo.

L'aéroport de Goma demeure sous le contrôle des casques bleus de la Monusco. La résolution du sommet des chefs d'Etat de Grands Lacs, qui se sont réunis à Kampala le 24 novembre dernier, prévoit que l'aéroport de Goma passe sous le contrôle d'une compagnie des FARDC, d'une compagnie de la Force internationale neutre et d'une compagnie du M23.

Le colonel Léon Mahoungo indique par ailleurs qu'il y a un problème de démarcation qui doit être réglé parce qu'il faut déterminer le point initial à partir duquel il faut compter cette distance de 20 km.

(RDC_10_1) Radio Okapi – 13/12

Des militaires de l'armée rwandaise (Rwanda Defense Force), seraient entrés en RDC mercredi 12 décembre, via les deux postes frontaliers de Kasizi et Kanyanja, au Nord de Goma, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Ce territoire est actuellement occupé par les rebelles du M23. Les habitants de cette entité se disent inquiets de la présence de l'armée rwandaise dans leur territoire. Selon des sources locales, les Rwandais ont d'abord été aperçus

mardi 11 décembre dans la matinée. Ils seraient arrivés dans une dizaine de camions avec des munitions et autres effets de guerre à partir du poste frontalier de Kasizi, dans le groupement de Kibumba, précisent les mêmes sources.

Mercredi, cinq autres véhicules chargés de soldats de la RDF seraient arrivés dans la matinée à Kibati, à une dizaine de Km au Nord de Goma, ajoutent-elles. Une quarantaine d'hommes en tenue militaire et lourdement armés auraient aussi assiégé la localité de Mudja, avant de s'en retirer vers une destination inconnue, ont ajouté des sources locales à Kibati.

Interrogé, un des responsables du Mécanisme conjoint de vérification des frontières affirme que sa structure ne peut vérifier ces allégations que sur demande de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL).

De son côté, la société civile du Nord-Kivu confirme ces informations. Omar Kavota, porte-parole de cette organisation citoyenne précise que des habitants de Mudja et Rusayo, pris de panique, ont quitté leurs habitations, trouvant refuge, les uns, à Goma et, les autres dans des camps des déplacés autour de cette ville.

- Province Orientale

(RDC 11 1) Radio Okapi – 13/12

Trois personnes ont été tuées dans l'attaque mardi 11 décembre du poste d'Etat d'Imbokolo, une petite agglomération du territoire d'Aru, en Ituri (Province Orientale), à plus de 300 Km au nord de Bunia. Selon l'administrateur du territoire d'Aru, ces bandits ont aussi pillé plusieurs boutiques et des magasins.

Selon l'administrateur du territoire d'Aru, Ambroise Kutela, ces hommes armés sont arrivés de Kengezi Base, un poste frontalier entre le RDC et le Soudan, à bord de cinq jeeps et ont investi Imbokolo autour de 18 heures locales.

Parmi les victimes, on compte un policier et un agent de la Société nationale d'assurance (Sonas), a-t-il ajouté.

De son côté, le commandant des Forces armées congolaises (FARDC) en Ituri, le colonel Fal Sikabwe, affirme que ce groupe d'assaillants est constitué d'autochtones d'Imbokolo. Il affirme avoir envoyé des militaires sur place pour pourchasser ces assaillants.

En attendant, la population s'est réfugiée dans la forêt environnante.

(RDC 11 2) Radio Okapi – 13/12

Les militaires de l'armée régulière ont repris mercredi 12 décembre le contrôle de plusieurs localités du secteur minier de Pangoy et Elota, à 120 Km de Mambasa, au sud de Bunia (Province Orientale). Ces localités étaient occupées par les miliciens du chef rebelle Paul Sadala, alias Morgan. Selon le commandant du 905^e bataillon des Forces armées de la RDC (FARDC), le Major Marie Paul Mukandilwa, six miliciens ont été tués et plusieurs autres blessés dans les combats.

Selon l'information livrée à la presse locale jeudi 13 décembre par le commandant du 905ème bataillon des FARDC, le Major Marie Paul Mukandilwa, cette attaque fait partie de l'opération « Safisha Mambasa », initiée par les FARDC pour « traquer ces miliciens et mettre fin à leur règne dans cette partie du pays ».

Au terme des violents combats qui ont opposé les FARDC aux hommes de Morgan, les FARDC ont repris le contrôle des localités d'Itembo, Heyalo, Lulumo, Tp, Bambu, Elota Base, Nyaluka et G6.

Selon le Major Mukandilwa, ainsi que des sources locales, l'armée a récupéré plusieurs armes de marque Aka 47 et des munitions abandonnées par ces rebelles.

Selon de sources locales, les miliciens auraient pris la direction de Mambaka et de Lenda Komesi, toujours dans la Province Orientale.

Vie politique...

(RDC_12) Radio Okapi – 8/12

Au cours de leur plénière du jeudi 6 décembre, les députés nationaux ont décidé que le président de la prochaine Commission électorale nationale indépendante (Ceni) soit issu de la société civile. Ils ont pris cette décision à la plénière où ils approuvaient le rapport de la commission Politique, administrative et juridique sur la loi modifiant l'institution électorale.

La Ceni renouvelée sera composée de 13 membres dont 6 du bureau. « Nous sommes tombés d'accords sur le fait qu'il existe désormais, dans les organes de la Ceni, une plénière. Ce qui n'a pas été accepté au départ par la majorité. Pour éviter l'espèce de confiscation des responsabilités, nous avons défini les attributions de chaque membre du bureau de la Ceni », a expliqué le député Jean-Lucien Busa Tongba.

Les députés nationaux ont également approuvé que les membres de la Ceni soient désignés par la société civile, la majorité et l'opposition parlementaire.

La coalition d'organisations de la société civile congolaise (Conoscic) a dénoncé jeudi la forme que l'on veut donner à la Ceni par les députés nationaux. Le secrétaire permanent de cette organisation, Jonas Tshombela, appelle les parlementaires à se ressaisir et à élaborer une loi électorale qui permettra de crédibiliser les élections en RDC. « Pour nous, une plus grande représentation de la société civile suppose qu'il y ait 60% de nos membres au niveau du bureau et 60% également au niveau de la plénière. Jusqu'ici, la société civile n'est pas représentée, il y a seulement une plus grande représentation de la pesanteur politique. Ça peut nous faire déboucher sur les élections contestées », a déploré Jonas Tshombela.

Lire aussi sous :

[http://www.7sur7.cd/index.php?](http://www.7sur7.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=40225%3Ademocratisation--la-vsv-contre-la-politisation-a-outrance-de-la-ceni&catid=8%3Adepeche-de-brazzaville&Itemid=1)

[option=com_content&view=article&id=40225%3Ademocratisation--la-vsv-contre-la-politisation-a-outrance-de-la-ceni&catid=8%3Adepeche-de-brazzaville&Itemid=1](http://www.7sur7.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=40225%3Ademocratisation--la-vsv-contre-la-politisation-a-outrance-de-la-ceni&catid=8%3Adepeche-de-brazzaville&Itemid=1)

<http://www.rtl.be/info/belgique/politique/966045/rdc-m-reynders-se-rejouit-de-la-reforme-de-la-commission-electorale>

(RDC_13) Radio Okapi – 8/12

Les présidents des groupes parlementaires de l'opposition plaident pour « un dialogue républicain et inclusif » pour résoudre la crise dans l'Est de la RDC, rejetant les discussions entre le gouvernement et le M23 qui doit débiter ce vendredi à Kampala. « Ce dialogue inclusif » réunirait des représentants de la majorité, de l'opposition, de la rébellion du M23 et de la société civile sous la conduite de la communauté internationale. Il s'agit des groupes parlementaires MLC et alliés, UNC et alliés, UDPS et FAC ainsi que les Libéraux démocrates sociaux.

Les présidents de ces groupes parlementaires considèrent que « seules les solutions politiques et diplomatiques efficaces sont à même de mettre un terme définitif à cette crise ».

Dans une déclaration rendue publique, jeudi 8 décembre, ces parlementaires soutiennent que le dialogue de Kampala « n'a aucun fondement juridique et va à l'encontre de la constitution ». D'où leur refus d'y participer. Ils justifient également leur refus de participer au dialogue de Kampala par « l'obligation faite à la délégation parlementaire (Assemblée nationale et Sénat) de participer aux négociations comme simple observateur ou témoin ». « Un non-sens », selon eux. Ils reprochent aussi à la délégation gouvernementale d'avoir refusé de placer à l'ordre du jour de ce dialogue « les revendications politiques de l'opposition maintes fois rappelées ».

Deux députés de l'opposition, Christian Badibangi et François Mwamba, sont pourtant présents à Kampala pour assister aux discussions. Le premier justifie sa présence en Ouganda par son statut de député national. « Nous sommes là en tant que députés élus », explique-t-il, indiquant qu'il comptait jouer le rôle « d'observateur ».

De leur côté, les représentants de la société civile du Nord et Sud-Kivu qui prennent également part au dialogue de Kampala justifient leur présence par leur volonté de « défendre l'intégrité du territoire en péril ». « La société civile n'est pas là pour choisir un camp, mais nous sommes pour le peuple congolais et pour la défense de l'intégrité territoriale », confie le président de la société civile du Nord-Kivu, Thomas d'Aquin Muiti. « Notre rôle est de donner le point de vue de la population pour que le gouvernement ne puisse pas donner un point de vue allant dans le sens d'obéir aveuglément à des demandes des agresseurs », ajoute-t-il.

Mais l'organisation de ce dialogue entre les rebelles du M23 et le gouvernement est diversement appréciée. Dans un communiqué publié le 6 décembre dernier, les évêques catholiques se sont interrogés sur « la pertinence » de ce dialogue. Ils ont attiré « l'attention de tous ceux qui se rendront à Kampala sur les pièges de ces négociations ». De leur côté, les organisations de la société civile ont protesté contre l'organisation de ce dialogue en Ouganda « qui est cité noir sur blanc dans différents rapports comme apportant un soutien » à ces rebelles.

Le dialogue entre le gouvernement congolais et le M23 doit débiter le vendredi 9 décembre. Il a été obtenu par les rebelles en échange de leur retrait de la ville de Goma qu'ils ont occupé pendant une dizaine de jours. Mais le contenu et l'agenda de ce dialogue divisent les deux parties. Le gouvernement ne veut discuter que de l'application de l'accord du 23 mars 2009 que les rebelles revendiquaient l'évaluation au début de leur mouvement. Les rebelles prévoient, eux, de parler aussi des questions politiques et juridiques ayant trait à la défense et à la sécurité, à l'économie, aux finances, au social et au développement.

(RDC_14) Radio Okapi – 9/12

La délégation de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), officiellement logée à Sylver Spring Hotel, se fait discrète dans la capitale ougandaise. Des sources sur place ignorent le chef de cette délégation voire sa composition. Un porte-parole de la rébellion a indiqué à l'AFP que le chef politique du mouvement, Jean-Marie Runiga, n'a pas fait le déplacement de Kampala. Interrogé par d'autres journalistes dans la capitale ougandaise, un autre porte-parole du M23, Bertrand Bisimwa, a refusé de révéler la composition de sa délégation.

Du côté de la délégation du gouvernement congolais, la journée de samedi a été consacrée aux briefings à Munyonyo Commonwealth où elle est hébergée. Aucun membre de la délégation n'a dévoilé le contenu de ces discussions. « Ce qu'il faut retenir c'est que, lorsqu'on est en équipe, il faut chaque fois parler de la méthodologie, des règles du jeu et de la façon de se comporter », a confié le président de la société civile du Nord-Kivu, sans en dire davantage.

La présence de deux autres personnalités congolaises est signalée à Kampala. Il s'agit des députés nationaux Roger Lumbala et Antipas Mbusa Nyamwisi. La délégation gouvernementale ne reconnaît pas les avoir invités. « Ils seraient peut-être venus pour le compte du M23 », a confié un membre de cette délégation de Kinshasa.

La délégation congolaise est également composée du vice-président de l'Assemblée nationale, Charles Mwando Nsimba, de deux présidents de la société civile des provinces des Nord et Sud-Kivu, de l'opposition représentée par Christian Badibangi et Francois Mwamba.

L'abbé Apollinaire Malu Malu est également de la délégation, mais il conduit le groupe d'experts. Le président du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) a fait également le déplacement à Kampala.

Prévu pour le jeudi dernier, le début du dialogue entre le gouvernement et le M23 doit intervenir dimanche 9 décembre à Kampala. Mais le cadre, l'agenda et le contenu des pourparlers divisent encore les participants. Le gouvernement ne souhaite que dialoguer sur l'application de l'accord du 23 mars 2009, signé à Goma entre le gouvernement et l'ex-rébellion du CNDP dont sont issus les dirigeants du M23. De leur côté, les rebelles du M23 prévoient d'évoquer également des questions politiques et juridiques ayant trait à la défense et à la sécurité, à l'économie, aux finances, au social et au développement.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/12/09/kampala-les-discussions-entre-gouvernement-m23-souvrent-ce-dimanche/>

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/12/what-can-we-expect-from-kampala.html>

<http://www.cfr.org/democratic-rep-of-congo/congos-weak-peace-process/p29618>

(RDC_15) AFP – Belga – 9/12

Le gouvernement congolais et les rebelles du M23 ont finalement entamé dimanche à Kampala, dans un climat tendu, des discussions visant à ramener la paix dans la région. Les pourparlers se tiendront ensuite tour à tour à Kampala et à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, selon l'Ouganda, pays hôte.

"La paix, la sécurité, la cohésion nationale et le bien-être du peuple congolais n'ont pas de prix", a déclaré le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, qui dirige la délégation de Kinshasa à cette réunion qui avait été plusieurs fois reportée. Il faut travailler pour que le Kivu, région instable riche en minerais, soit "déarrassée du spectre d'un conflit répétitif", a ajouté M. Tshibanda.

De son côté, le chef de la délégation des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), François Rucugoza, a assuré que "le M23 ne ménagera pas ses efforts pour participer à la résolution des conflits". Mais le mouvement veut des solutions pour "le pays tout entier" et pas seulement pour l'est du pays, a-t-il souligné.

Les discussions ont failli capoter presque immédiatement, M. Rucugoza s'étant lancé dans une vaste critique de Kinshasa, affirmant notamment que le conflit dans l'est était dû à "une mauvaise gouvernance et, surtout, à un manque de leadership visionnaire" - une déclaration visant le président Joseph Kabila. Le ministre congolais a alors menacé de bloquer les pourparlers, mais a annoncé qu'il ferait prochainement une déclaration "sur les crimes du M23" au Nord-Kivu.

Malgré ces tensions, le ministre ougandais de la Défense, Crispus Kiyonga, a déclaré que "le dialogue qui commence aujourd'hui donne de l'espoir au peuple de la RDC, à ceux de la région et à la communauté internationale" et a invité à "une solution politique durable au conflit".

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/12/09/kampala-vive-tension-louverture-des-negociations-entre-le-gouvernement-le-m23/>

<http://afrikarabia.blogspot.com/archive/2012/12/10/rdc-kampala-chronique-d-un-echec-annonce1.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/12/10/dialogue-avec-le-m23-le-gouvernement-vient-avec-la-volonte-de-resoudre-la-crise-affirme-raymond-tshibanda/>

(RDC_16) AFP – 10/12

Les rebelles congolais du M23 ont décidé lundi de boycotter le deuxième jour des négociations avec les autorités de RDC organisées dans la capitale ougandaise Kampala, reprochant à Kinshasa son agressivité au début des pourparlers.

"Nous ne venons pas. Nous sommes à notre hôtel, " a affirmé René Abandi, responsable des relations extérieures du M23. "Nous sommes ici pour négocier, pas pour écouter la colère du gouvernement, " a-t-il ajouté, sans dire si les rebelles participeraient aux négociations mardi. "Quand il nous semblera qu'il y a un cadre pour négocier, nous viendrons."

(RDC_17) Radio Okapi – 11/12

La délégation de la rébellion du M23 s'est présentée, ce mardi 11 décembre soir, dans la salle où se tiennent depuis trois jours à Kampala les pourparlers avec le gouvernement congolais. Il a été question de suivre la réplique de la partie gouvernementale face à ce qu'elle avait qualifié de « contre-vérités » émises par le M23 à l'ouverture des travaux. Le chef de la délégation de Kinshasa a ainsi balayé, pendant 40 minutes, une à une les accusations du M23, portant notamment sur les violations de droits de l'homme et la mauvaise gouvernance.

Raymond Tshibanda a ensuite peint le M23 en commençant par ses dirigeants et son mode de gouvernance : « Les chefs les plus gradés de ce groupe, M23, ont la réputation bien établie d'avoir commis de graves violations des droits humains à l'égard des populations civiles. Au mois de juin dernier, la Haut Commissaires des Nations unies aux droits de l'homme, a désigné cinq de dirigeants du M23 comme étant parmi les pires auteurs des violations des droits humains en République démocratique du Congo, voire même dans la monde ».

Parmi ces dirigeants, a-t-il poursuivi, se trouve le général Bosco Ntaganda, qui fait l'objet des deux mandats d'arrêts de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans le district de l'Ituri et « est l'initiateur de la rébellion ». Le deuxième, c'est le colonel Sultani Makenga, qui est lui aussi « connu pour des violations massives des droits humains, notamment des assassinats et recrutements forcés des enfants, et qui est aujourd'hui proposé sur la liste des sanctions des Nations unies ».

Raymond Tshibanda trouve « tout simplement effarant de voir ce que ces quelques personnes qui dirigent le M23 ont, dans leur histoire, commis comme crimes et très souvent sur leurs propres frères et sœurs qu'ils prétendent vouloir servir ».

Après cette réplique, le facilitateur des pourparlers, le ministre ougandais de la Défense, a demandé aux deux parties d'aller à l'essentiel à partir de ce mercredi.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/12/11/us-congo-democratic-talks-idUSBRE8BA0ZT20121211>

(RDC_18) AFP – 12/12

Les rebelles congolais du M23 et les autorités de RDC, censés discuter à Kampala pour résoudre la crise dans l'est de la RDC, ne se sont pas rencontrés mercredi, les pourparlers devant reprendre jeudi, a indiqué un porte-parole de la rébellion.

"Nous ne nous sommes pas rencontrés, les deux parties se préparent pour les négociations", a expliqué le porte-parole de la délégation du M23, Bertrand Bisimwa. "Le gouvernement se prépare de son côté et nous nous préparons du nôtre. Demain, nous nous retrouverons", a ajouté le porte-parole.

(RDC_19) Radio Okapi – 13/12

Candidat indépendant, Alex Kande Mupompa a été élu, ce jeudi 13 décembre à Kananga, gouverneur de la province du Kasai-Occidental avec 44 voix sur les 47 votants, soit 93% de suffrage exprimé. Les trois autres voix ont été respectivement remportées par Mamie Ngalula Kalala, Dieudonné Nkishi Kazadi et Valérie Ntolo Kalonge.

Douze candidats étaient en lice pour ce poste après la déchéance le 6 juin dernier du gouverneur Hubert Kabasu Babu, accusé de mauvaise gestion des finances de la province.

Supervisé par le questeur de la Ceni, Carole Koy, ce scrutin de quelques 25 minutes s'est déroulé dans un climat apaisé en présence des observateurs et journalistes.

Alex Kande Mupompa travaillera avec Deller Kawino Ndongo comme vice-gouverneur.

Élu sur la liste indépendant, Alex Kande Mupompa est président national du Congrès des alliés pour les actions au Congo (CAAC) tandis que son adjoint est le secrétaire exécutif du PPRD à Tshikapa.

Lundi 10 décembre, Benoît Janvier Tshibuabua Kapia Kalubi, l'un de douze candidats à l'élection du gouverneur du Kasai-Occidental, avait déclaré avoir introduit à la justice une requête en annulation du calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), fixant l'élection du gouverneur et vice-gouverneur de cette province ce jeudi. Ce candidat avait estimé que le nombre de députés provinciaux était insuffisant pour élire le gouverneur de province.

Des sources de la Cour suprême de justice avaient indiqué à Radio Okapi que la Cour d'appel de Kananga n'avait pas été saisie d'une quelconque requête en annulation du calendrier de la Ceni.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/12/12/province-orientale-bas-congo-toujours-pas-dinvestiture-de-gouverneurs-elus/>

(RDC_19_1) Radio Okapi – 13/12

Le Président de la République s'est entretenu, ce jeudi 13 décembre à Kinshasa, avec les députés de l'opposition sur la situation de guerre qui prévaut dans l'Est de la RDC. Joseph Kabila a sollicité l'implication des élus du peuple dans la résolution de cette crise, selon un participant. De leur côté, les députés ont principalement exigé la tenue d'une table ronde «afin de débattre non seulement du Kivu mais aussi des autres maux qui rongent la RDC».

Parmi les députés qui ont participé à la rencontre avec Joseph Kabila figurent principalement les représentants des trois de quatre groupes parlementaires de l'opposition à l'Assemblée nationale. Il s'agit de l'UNC et alliés, MLC et alliés et des Libéraux démocrates sociaux (GLDS). Le groupe UDPS et Fac n'y a été représenté que par trois députés.

Au cours d'une rencontre qui a duré plus d'une heure, les députés ont fait savoir que la situation sécuritaire reste préoccupante au Nord-Kivu, où la rébellion du M23 occupe plusieurs localités. Ses troupes se trouvent à quelques kilomètres de la capitale de cette province, Goma, qu'elles avaient occupée pendant une dizaine de jours en novembre dernier.

Face à cette réalité, ces parlementaires estiment que la cohésion nationale est indispensable. « Nous avons demandé que nous nous mettions autour d'une table pour faire un diagnostic clair de la situation afin de faire des propositions nettes (susceptibles de nous faire) sortir de la crise », a rapporté Grégoire Kiro, député national RCD/KML, élu de Béni (Nord-Kivu).

En effet, les groupes parlementaires de l'opposition ont réaffirmé leur position en faveur d'« un dialogue républicain et inclusif » pour résoudre la crise dans l'Est de la RDC. Ils ont rejeté les discussions entre le Gouvernement et le M23, qui ont débuté, dimanche 9 décembre dans la capitale ougandaise. « Ce dialogue inclusif » réunirait des représentants de la majorité, de l'opposition, de la rébellion du M23 et de la société civile sous la conduite de la communauté internationale.

Un autre participant, José Makila, de l'Alliance des travaillistes congolais pour le développement (ATD), a indiqué que Joseph Kabila a sollicité leur implication dans la résolution de cette crise : « Le chef de l'Etat nous a demandé à ce que nous puissions mobiliser notre jeunesse pour leur enrôlement dans nos forces armées. On a besoin d'au moins trois cent mille hommes. On n'a pas promis au chef de l'Etat ce qu'on fera. Mais, nous avons nos solutions, en tant qu'opposition pour pouvoir participer activement à la paix en RDC ».

(RDC_19_2) Radio Okapi – 13/12

Des acteurs de la société civile de la Province Orientale, du Nord et Sud-Kivu ont ouvert, jeudi 13 décembre à Entebbe (Ouganda), un colloque sur les guerres de l'Est de la RDC et leur signification politique pour la société congolaise et la construction de l'Etat. Ces acteurs tentent de proposer des solutions et influencer sur ce qu'ils appellent « les attermoissements » des acteurs politiques, réunis depuis dimanche 9 décembre à Kampala. Il s'agit des pourparlers entre le gouvernement congolais et la rébellion du M23, sous la médiation ougandaise.

« Comment voulez-vous que dans des négociations comme celle de Kampala, les acteurs politiques perdent toute une journée à s'insulter alors que nous n'avons pas de temps à perdre ! », s'est exclamé l'analyste politique Ka Mana au cours des assises d'Entebbe (Ouganda). Il a exposé sur les sept problèmes de fond que soulève la rébellion du M23 aux négociations de Kampala.

Parmi les participants à la rencontre d'Entebbe, il y a des médecins, des serviteurs de Dieu, des avocats ainsi que des leaders d'opinion. Ils sont appelés à produire, dans les jours à venir, un document cadre susceptible à aider les participants aux assises de Kampala de trouver des solutions durables à la crise qui mine la partie Est de la RDC.

À Kampala, la journée du mercredi 12 décembre avait été consacrée à la consultation des deux parties, a indiqué le facilitateur de ces pourparlers, le ministre ougandais de la Défense, Crispus Kiyonga. Selon lui, il a été question de fixer les termes de référence pour la suite des travaux et de finaliser le projet de règlement intérieur à soumettre aux deux parties.

Justice, Droits de l'homme...

(RDC_20) Radio Okapi – 8/12

La représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles en zones de conflit, Zainab Hawa Bangura, demande au gouvernement congolais de prendre des mesures immédiates contre les auteurs de ces violences. Dans une déclaration rendue publique le week-end, elle s'est dite très préoccupée par la multiplication des viols et d'autres attaques visant des civils dans le Nord-Kivu. Elle pointe notamment du doigt les rebelles du M23, les FDLR et les militaires congolais.

Dans cette déclaration, Zainab Hawa Bangura a fermement condamné ces actes de violences sexuelles. Elle a prévenu que si les autorités congolaises ne poursuivent pas les auteurs de ces actes en justice, la communauté internationale tiendra les dirigeants des groupes armés et des membres des forces de sécurité nationales responsables de ces crimes.

La responsable onusienne indique que des hommes armés en uniforme ont récemment mené des attaques et des viols dans la ville de Goma ainsi que dans le camp de déplacés de Mugunga, qui abrite 35 000 déplacés de guerre dans le Nord-Kivu.

D'autres cas de viols auraient également été signalés à Kamamba, au Nord-Kivu, et Minova, au Sud-Kivu.

(RDC_21) Radio Okapi – 10/12

Un nouveau parquet militaire a ouvert ses portes vendredi 7 décembre à Minova, en territoire de Kalehe, dans le Sud-Kivu. Selon le lieutenant magistrat responsable de ce parquet, son institution vient remplacer l'auditorat militaire installé dans cette cité, suite à des plaintes transmises par des parlementaires et faisant état de multiples tracasseries dont la population serait victime.

Selon le responsable du nouveau parquet, son institution permettra de juger sur place les cas d'assassinats, viols, et vols à main armée, ainsi que l'indiscipline commise par les militaires et policiers, conformément à une « politique de lutte contre la criminalité ».

Avant l'installation de ce parquet, le territoire de Kalehe disposait d'une inspection militaire dirigée par onze lieutenants qui enregistraient les différentes plaintes avant de les transmettre au parquet de Bukavu.

Le président de la Société civile a encouragé cette juridiction à œuvrer en faveur de la population.

De leur côté, les chefs de groupement de Minova souhaitent que cet organe de justice travaille en collaboration avec les autorités locales pour éviter toute forme d'abus à l'endroit de la population.

(RDC_22) AFP – 10/12

L'année 2012 est une année "record" en termes d'atteintes à la liberté de la presse en RDC, notamment en raison d'une nouvelle guerre à l'est, selon un rapport de l'ONG congolaise Journaliste en danger (JED) publié lundi.

JED dit avoir "documenté au moins 184 cas d'atteintes diverses au droit d'informer et d'être informé", dont 78 cas de censure et 59 arrestations ou détentions de journalistes. Les 184 cas - contre 160 en 2011 - constituent un "record jamais atteint depuis les premières élections organisées en 2006". "Seule note positive, pour la première fois depuis huit ans, aucun cas d'assassinat de journaliste n'a été enregistré en 2012. Par contre, les arrestations, menaces, agressions des journalistes, les censures contre les médias se sont considérablement accrues", explique l'ONG. "En province, surtout dans l'Est du pays, les autorités politico-administratives ont multiplié les interdictions et les fermetures des médias chaque fois que les émissions diffusées mettaient en cause leur gestion, où que la parole était accordée à des groupes armés", rappelle JED.

Début décembre, l'organe de régulation des médias a brouillé le signal de Radio Okapi, parrainée par l'ONU, parce qu'elle avait refusé de lui donner son cahier des charges. Un

responsable de la radio avait indiqué que la coupure était survenue après une interview de Jean-Marie Runiga, le chef politique du M23.

(RDC_23) AFP – 11/12

Trente-huit soldats rwandais et rebelles congolais présumés seront bientôt jugés à Kinshasa pour "participation au Mouvement insurrectionnel M23", que l'armée combat depuis mai dans l'est de la RDC, a-t-on appris mardi de source officielle.

"Ils sont 38 au total, dont 20 Rwandais confirmés et 18 Congolais" et sur "les 20, il n'y a pas de doute: ils ont donné des adresses de leurs parents" au Rwanda, a déclaré en les présentant à la presse le colonel Jean-Paul Mfinda, chef d'Etat-major adjoint des renseignements militaires. "Ils demandent leur retour au Rwanda. Nous disons non (...) ils doivent répondre de leurs actes, ils ont violé notre territoire, ils ont participé au conflit, et nous devons savoir qui les a envoyés dans notre territoire pour participer au conflit du M23", a ajouté le colonel.

Le colonel Mfinda s'exprimait pendant la présentation des suspects à la presse dans les locaux de la Détection militaire des actions antipatriotiques (Demiap). Aucun document prouvant leur origine n'a été montré à la presse. L'officier supérieur a affirmé que "certains avaient des documents sur eux, des signes distinctifs, c'est-à-dire une tenue qui n'est pas la nôtre, et il y en avait un qui avait un poste de communication qui ne communique avec aucun poste de chez nous".

Lire aussi sous :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121213082615/m23-nord-kivu-fardc-richard-muyej-mangeznord-kivu-le-rwanda-dement-les-accusations-sur-la-presence-de-ses-soldats-en-rdc.html>

Économie, Finances...

(RDC_24) Global Witness – 12/12

Les agences de presse Bloomberg et Reuters ont signalé que le Fonds monétaire international avait arrêté son programme de prêts à la RDC en raison d'inquiétudes quant à la transparence dans le secteur minier de ce pays. Bien que le Congo ait désespérément besoin de financements, Global Witness estime que les inquiétudes concernant la possible corruption dans le secteur minier congolais étaient si vives que la décision du FMI d'arrêter les prêts était justifiée.

Le programme global de prêts s'étalant sur trois ans s'élevait à plus de 500 millions de dollars, dont 200 millions n'avaient pas encore été versés. Le programme devait expirer le 10 décembre de cette année, mais le Congo espérait une prolongation.

La raison immédiate invoquée par le FMI pour l'arrêt de ses prêts a été que les autorités congolaises ont omis de publier un contrat minier conclu en juin 2011. Ce mois-là, l'entreprise publique minière Gécamines a cédé 25 pour cent de la société minière Comide à Straker International Corp, enregistrée aux Îles Vierges Britanniques.

Le Congo avait promis au FMI et à la Banque mondiale qu'il publierait les contrats miniers signés entre les entreprises publiques et privées et qu'il publierait des informations détaillées

concernant la propriété de ces sociétés. Il s'était également engagé à vendre ses actifs miniers par voie d'adjudication publique. Le Congo a donné suite à ces promesses en adoptant un décret en mai 2011 disposant que tout contrat relatif aux ressources naturelles serait publié dans un délai de 60 jours à compter de son entrée en vigueur.

Certes, Global Witness se réjouit de ces mesures prises par les autorités congolaises, mais il n'en demeure pas moins que bon nombre de contrats importants n'ont pas été publiés et que certains contrats qui ont été publiés font ressortir les risques de corruption que nous avons mis en lumière.

Global Witness s'est inquiétée de la façon dont, depuis fin 2009, des sociétés minières publiques ont vendu secrètement une série d'actifs dans le secteur du cuivre et du cobalt dans la province du Katanga extrêmement riche en minerais, sans adjudication publique et à des prix de vente souvent bien inférieurs aux valeurs commerciales estimées. Les entreprises qui ont acheté les actifs étaient enregistrées dans des paradis fiscaux – en particulier aux Îles Vierges Britanniques – qui gardent secrètes le nom des propriétaires et des administrateurs des sociétés. Dans la plupart des cas, si pas dans tous, ces entreprises étaient liées à Dan Gertler, un homme d'affaires ami du Président Joseph Kabila.

Après avoir acquis les actifs, les entreprises offshore ont ensuite souvent fait d'énormes profits en les revendant à des compagnies internationales ou en établissant des partenariats avec elles, en particulier avec les géants miniers Glencore et Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC). Ces deux sociétés sont cotées au FTSE 100 de la Bourse de Londres.

L'annonce de la décision du FMI d'arrêter son programme de prêts devrait mettre en évidence le besoin pour l'État congolais de veiller à ce que ses ressources naturelles soient vendues par voie d'adjudication publique. Glencore et ENRC devraient faire le point sur les craintes de corruption que suscitent leurs investissements au Congo et veiller à ce que toutes ces transactions fassent l'objet d'une enquête indépendante, avec publication de tous les résultats.

Les noms des bénéficiaires passés et actuels de toutes les entreprises dont Glencore et ENRC sont partenaires au Congo devraient également être publiés afin de contribuer à garantir publiquement que des fonctionnaires gouvernementaux corrompus ou leurs représentants ne figurent pas parmi les propriétaires secrets de ces sociétés partenaires.

Les autres bailleurs de fonds devraient également prendre acte de la situation et réduire leur aide au Congo pour la gouvernance jusqu'à ce que des mesures élémentaires anticorruption soient adoptées et qu'une réponse ait été apportée aux préoccupations relatives aux ventes d'actifs miniers au Katanga. Sans ces mesures, les prêts des pays donateurs visant à améliorer la gouvernance au Congo risquent fort de produire peu de fruits.

ENRC, Glencore et les représentants de M. Gertler ont tous défendu le caractère honnête des transactions auxquelles ils ont participé au Congo. M. Gertler et Glencore ont par ailleurs contesté le fait que les sociétés de M. Gertler avaient acquis des actifs miniers pour des montants bien inférieurs à leurs valeurs commerciales. De même, le gouvernement congolais et la Gécamines ont défendu leur façon d'agir, le ministre congolais des Mines, Martin Kabwelulu, affirmant à Bloomberg lundi que le gouvernement avait publié toutes les informations requises.

On ignore si M. Gertler a des intérêts dans Straker, la société qui a acquis 25 pour cent de Comide. On sait toutefois que M. Gertler est partenaire dans le partenariat minier global, car Camrose – dont près de la moitié des actions sont détenues par M. Gertler – est actionnaire de Comide. Des documents de la compagnie provenant des Îles Vierges Britanniques montrent que Straker a été enregistrée par Trident Trust, qui a enregistré d'autres entreprises liées à M. Gertler.

ENRC est également partenaire dans la mine de Comide et à ce titre, elle devrait également jeter la lumière sur les transactions qui posent question au FMI et sur la propriété de son partenaire de joint-venture Straker.

Relations extérieures

(RDC_25) DPS – AFP – 8/12

Les Nations Unies étudient un renforcement de leur force de maintien de la paix en RDC pour faire face à la rébellion du M23 dans l'est du pays, a indiqué un de ses principaux responsables.

Le chef des opérations onusiennes de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a exposé vendredi au Conseil de sécurité, lors d'une réunion à huis clos, les options disponibles pour modifier ou augmenter les moyens de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco).

À l'issue de cette réunion, M. Ladsous a indiqué à la presse qu'il avait fait part au Conseil "d'idées tout à fait préliminaires, d'options pour améliorer la capacité de la Monusco à remplir son mandat". Sans donner plus de détails, il a cité un meilleur équipement - dont des hélicoptères - ou un renforcement du mécanisme de vérification de la frontière commune mis en place par la RDC et le Rwanda. Il faut également, a-t-il dit, "réfléchir au concept de force neutre internationale mis en avant (depuis plusieurs mois) par la Conférence des pays des Grands lacs" et qui serait déployée dans l'est de la RDC.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/12/13/congo-democratic-un-idUSL1E8ND00O20121213>

(RDC_26) Radio Okapi – 8/12

« La fin des crises à répétition en RDC nécessite l'implication de tous », a déclaré le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, vendredi 7 décembre à Brazzaville, lors de la clôture de la 35ème réunion du Comité consultatif des Nations Unies sur les questions de paix et sécurité en Afrique centrale. Il a appelé à « une solidarité sans faille avec la RDC et sa population éprouvée par les conflits armés dans l'Est du pays ».

Denis Sassou Nguesso a regretté que vingt ans après la création du Comité consultatif des Nations Unies sur les questions de paix et sécurité en Afrique centrale, sept des onze pays de la sous-région, dont la RDC, sont toujours confrontés aux conflits armés. Le président congolais a appelé la communauté internationale à soutenir tout le peuple de la RDC, « éprouvé par des crises à répétition ». « Notre solidarité doit être sans faille à l'endroit des autorités et du peuple de la République démocratique du Congo durement éprouvé par ces crises à répétition qui nécessitent une solution durable avec le concours de tous » a déclaré le

président congolais. Denis Sassou Nguesso s'est dit satisfait du début d'application des recommandations formulées par les chefs d'Etat des Grands lacs à Kampala, saluant notamment le retrait des rebelles du M23 de la ville de Goma.

Entre temps, la crise dans l'Est de la RDC est aussi au cœur de consultations des chefs d'Etat de la communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) depuis le vendredi 7 décembre à Dar es Salaam en Tanzanie. Le président de la RDC, Joseph Kabila, participe à ce sommet.

Une première réunion a réuni les présidents des trois pays membres de la « troïka » de la SADC spécialisée dans les questions de sécurité: l'Afrique du Sud, la Namibie et la Tanzanie. Cette réunion devrait être élargie aux représentants de trois autres pays, le Mozambique, président en exercice de la SADC, le Malawi et l'Angola.

À Kampala, le gouvernement congolais devrait commencer à dialoguer avec le M23 le dimanche 9 décembre.

Lire aussi sous :

<http://www.20minutes.fr/monde/1060409-rdc-discussions-debuteront-dimanche-entre-gouvernement-rebelles>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/12/06/kampala-comment-parler-du-non-dit/>

(RDC_27) AFP – 8/12

Les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ont affirmé samedi, à l'issue d'un sommet extraordinaire en Tanzanie, être prêts à envoyer la Force d'appui de l'organisation en RDC pour contribuer à une nouvelle Force internationale de paix dans ce pays.

Les dirigeants des pays membres de la SADC se sont dits prêts à "déployer, en bloc, la Force d'appui (de leur organisation) dans l'est de la RDC, sous les auspices de la Force internationale neutre" chargée de contrôler la frontière entre le Rwanda et la RDC, selon le communiqué final du sommet organisé à Dar es Salaam. Sa mission serait de neutraliser les groupes rebelles actifs dans l'Est de la RDC, à commencer par celui du M23 qui avait conquis le 20 novembre la ville-clé de Goma avant d'accepter de la quitter le 1er décembre.

La Force d'appui (Stand by Force) de la SADC, dont les effectifs exacts n'ont pas été précisés, est composée de contingents fournis par les pays membres de l'organisation. La Tanzanie a, de plus, accepté de mettre un bataillon à la disposition de la Force internationale pour la RDC tandis que l'Afrique du Sud s'est engagée à fournir un appui logistique, toujours selon le communiqué final.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/12/09/rdc-la-sadc-prete-soutenir-la-mise-en-place-de-la-force-internationale-neutre/>

<http://www.rts.ch/info/monde/4493313-les-pays-du-sud-de-l-afrique-vont-deployer-4000-hommes-en-rdc.html>

http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=14079

(RDC_29) AFP – 12/12

Le département d'Etat a été mardi la cible de critiques d'élus du Congrès et d'ONG pour sa politique en Afrique des Grands lacs, notamment pour ne pas avoir réussi à stopper la rébellion dans l'Est de la RDC.

"Les efforts internationaux pour construire un processus de paix crédible pour le Congo sont manifestement dans un piteux état, condamnant le pays à de nouveaux cycles d'un conflit dévastateur", s'est insurgé lors d'une audition à la Chambre des représentants le patron de l'ONG Enough Project, John Prendergast. Au-delà d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à la fin des violences, "la réponse de la diplomatie internationale s'avère être extraordinairement inefficace", a poursuivi l'expert.

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, Johnnie Carson, a longuement défendu la diplomatie américaine dans les Grands lacs, contestant qu'elle soit "faible".

Ces dernières semaines, le département d'Etat préférait appeler à "la fin des soutiens extérieurs au M23" plutôt que de désigner nommément le Rwanda et l'Ouganda. M. Carson a cependant admis qu'il existait des "preuves crédibles" d'un appui rwandais aux mutins en RDC et reconnu que Washington n'avait jamais pris de sanctions contre des responsables de Kigali montrés du doigt par l'ONU.

Le représentant Christopher Smith a plaidé pour la création d'un "émissaire du président (Barack Obama) capable d'envoyer un message plus fort aux protagonistes du processus de paix".

Lire aussi sous :

<http://apps.facebook.com/theguardian/world/2012/dec/11/obama-rwanda-sanctions-congo>

<http://www.voanews.com/content/rwanda-m23-congo-rebels/1563124.html>

http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5gydIj_J9BkVaTuk7Km7hekFINm0w?docId=9029b51738e640f9a27892fa44f7e4e9

<http://www.state.gov/p/af/rls/rm/2012/201812.htm>

<http://apps.facebook.com/theguardian/commentisfree/2012/dec/12/rwanda-genocide-bloody-legacy-angloamerican-guilt>

(RDC_30) Belga – 12/12

Le parquet fédéral peut ouvrir une enquête judiciaire sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba en 1961. Cette décision a été rendue par la chambre des mises en accusation de Bruxelles. Selon celle-ci, l'ancienne colonie belge était à cette époque confrontée à un conflit armé et l'assassinat de l'ancien Premier ministre du Congo pourrait constituer un crime de guerre.

Des fils de feu Patrice Lumumba ont porté plainte au parquet fédéral en Belgique avec constitution de partie civile, contre une douzaine de survivants, des policiers, des politiciens et des fonctionnaires. Parmi ceux-ci, seulement huit vivent encore. L'un d'eux serait Jacques Brassinne, diplomate belge au Katanga en 1961. Les autres noms qui apparaissent sont ceux d'Etienne Davignon, alors jeune diplomate, et Charles Huyghé, à l'époque chef de cabinet du ministre de la Défense katangais.

Avant que le parquet fédéral ne puisse ouvrir une enquête, on devait déterminer si les juridictions belges étaient compétentes. S'estimant compétent, le parquet fédéral s'est basé sur la loi de la compétence universelle de 1993, qui autorise la justice belge à engager des poursuites dans le cadre de crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou crimes de génocide commis hors du territoire belge. Les plaignants ou les prévenus doivent toutefois avoir un lien avec la Belgique, ce qui est le cas ici.

La chambre des mises a donné raison au parquet fédéral et a jugé que l'assassinat de Lumumba pourrait être un crime de guerre et qu'une enquête pouvait être menée dès lors en Belgique.

Lire aussi sous :

<http://www.levif.be/info/levif-blog/le-midi-du-vif/le-fantome-de-lumumba-hante-encore-la-belgique/opinie-4000221343075.htm#.UMnN8Gx1EOQ.facebook>

[http://www.lesoir.be/136981/article/actualite/monde/2012-12-12/ouverture-d%E2%80%99une-enqu%C3%AAtte-sur-mort-patrice-lumumba?](http://www.lesoir.be/136981/article/actualite/monde/2012-12-12/ouverture-d%E2%80%99une-enqu%C3%AAtte-sur-mort-patrice-lumumba?fb_action_ids=262989420495472&fb_action_types=og.recommends&fb_ref=article_lesoir&fb_source=other_multiline&action_object_map={%22262989420495472%22%3A405739142833921}&action_type_map={%22262989420495472%22%3A%22og.recommends%22}&action_ref_map={%22262989420495472%22%3A%22article_lesoir%22})

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/1548926/2012/12/14/La-famille-Lumumba-sollicite-l-aide-de-Kinshasa-pour-un-proces-en-Belgique.dhtml>

(RDC_31) AFP – 13/12

Le Zimbabwe est prêt à envoyer des troupes en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de la force d'appui que la Communauté d'Afrique australe a proposé de déployer dans l'est de la RDC, a indiqué jeudi le vice-ministre des Affaires étrangères Joey Bimha à l'AFP.

"Nos hommes sont en train d'étudier la question en ce moment, et un bataillon doit être déployé en accord avec la résolution de la SADC. Ce sera le plus vite possible, nous parlons de quelques semaines", a-t-il déclaré. Il n'a pas précisé les effectifs du "bataillon", qui peut comprendre entre quelques centaines et un millier d'hommes.